

Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT, dirigée par :

M. RAVELOMANANTSOA Paul Gérard, Directeur Général de l'INSTAT

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

Les analystes :

M. RAJAOBELINA Jimmy, Ingénieur Statisticien

M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien

M. RAKOTOMANANA Delphin Marius, Assistant

M. RAKOTONANAHARY Onjaniaina, Assistant

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction chargée des Relations

Internationales de la Banque Centrale :

M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur

M. BELALAHY Aubin Aurore, Fondé de Pouvoirs

Mme LIVA, Chef de Service

Mme RABESON Valérie, Chef de Service

M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service

Mme RABESOA Oniharilanto, Attachée de Direction

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Liste des graphiques	3
Liste des tableaux.....	3
Introduction.....	4
Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers.....	5
1-1. Stocks des investissements directs étrangers.....	5
1-1-1. Evolution globale du stock d'IDE.....	5
1-1-2. Le stock d'IDE par branches d'activité	6
1-1-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE	7
1-1-4. Analyse du stock d'IDE des principales origines	8
1-2. Flux des investissements directs étrangers.....	12
1-2-2. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité.....	14
1-2-3. L'origine des flux d'IDE.....	15
1-3. Environnement des affaires des entreprises d'IDE	17
1.3.1. Atouts et faiblesses de Madagascar	17
1.3.1.1. Les principaux atouts et faiblesses.....	18
1.3.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs.....	19
CHAPITRE II : La production industrielle des entreprises à capitaux étrangers	21
2.1. Répartition des entreprises à capitaux étrangers	21
2.2. Volume de la production industrielle.....	23
2.2.1. Volume de la production industrielle par division	23
2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse.....	26
2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)	28
2.3.1. Méthodologie	28
2.3.2. L'Indice de production industrielle par division	28
2.3.3. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse	30
2.4. Les coûts de production des entreprises	31
ANNEXES.....	34
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête	34
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)	41
Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût	43

Liste des graphiques

Figure 1. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2009.....	5
Figure 2. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2009.	13

Liste des tableaux

Tableau 2. Le stock d'IDE reçu selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 et 2009... 8	8
Tableau 3. Situation du stock d'IDE de la France en 2009	9
Tableau 4. Situation du stock d'IDE de l'île Maurice en 2009.....	10
Tableau 5. Situation du stock d'IDE de l'Italie en 2009.....	11
Tableau 6. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis d'Amérique en 2009.....	12
Tableau 7. Les flux d'IDE par branche d'activités en 2009 et au 1 ^{er} semestre 2010.....	14
Tableau 8. Répartition du flux d'IDE selon le pays d'origine,.....	16
Tableau 9. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques items.....	17
Tableau 10. Les principaux atouts de Madagascar	18
Tableau 11. Les principaux handicaps de Madagascar	19
Tableau 12. Evolution des activités en 2010 par rapport à l'année 2009.....	19
Tableau 13. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2010	20
Tableau 14. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2010.....	22
Tableau 15. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards Ariary)	23
Tableau 16. Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2010.....	25
Tableau 17. Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse au 1er semestre 2010.....	27
Tableau 18. Evolution semestrielle de l'IPI par division.....	29
Tableau 19. Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse	30
Tableau 20. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité.....	32
Tableau 21. Structure des coûts de production des entreprises	33

Introduction

Ce rapport fait état de l'évolution des investissements directs étrangers (IDE) reçus par l'économie malagasy. Il rassemble, à cet effet, des éléments permettant d'apprécier non seulement la situation des IDE sous différentes formes mais également l'évolution de la production et des coûts de main d'œuvre unitaire des entreprises manufacturières à participation étrangère.

En outre, la particularité de cette parution est la disponibilité de l'analyse des atouts et faiblesses de Madagascar par rapport à d'autres pays, ceci du point de vue des chefs d'entreprise, concernant l'environnement des affaires. En effet, ce dernier point permet d'appréhender le pouvoir d'attraction de capitaux étrangers et de confirmer ou réorienter nos politiques en matière d'investissement. Il est à remarquer que, depuis quelques parutions, le rapport essaie de donner non seulement l'évolution des IDE mais également d'apporter des éléments de réponse à l'apport des IDE dans l'économie du pays.

Les analyses et les données disponibles à travers ce rapport sont basées sur l'enquête auprès des entreprises à capitaux étrangers menée conjointement par l'Institut National de la Statistique et la Banque Centrale de Madagascar. Toutefois, pour le traitement des non réponses, des données primaires issues de la Banque Centrale, concernant les paiements internationaux via le circuit bancaire, ont été utilisées.

Il est porté à l'attention des lecteurs que cette enquête est menée périodiquement non seulement pour les besoins de la confection de la balance de paiement mais également pour les besoins d'information en matière de politique économique et monétaire.

Ce rapport est le résultat de l'enquête réalisée au cours de la période : Juin à Octobre 2010.

Les précédentes parutions ont mis en exergue l'essor des IDE à Madagascar suite au démarrage de deux plus grands projets d'investissement privé que le pays ait connu. Ces projets d'investissement concernent l'exploitation de l'ilménite à Taolagnaro, et des cobalts et nickel à Ambatovy dans l'Est du pays. Ainsi, les flux d'IDE sont passés à plus de 10% du PIB depuis 2007, si, auparavant, ils dépassaient à peine les 2%.

Par ailleurs, suite à la crise traversée par le pays depuis le début de l'année 2009, il est opportun d'observer, tout d'abord, le comportement des investisseurs étrangers et, ensuite, son impact sur la production des entreprises manufacturières. Ce rapport donne donc la situation des IDE sur l'année 2009 et le 1^{er} semestre 2010, et apporte des éléments de diagnostic permettant de saisir les impacts éventuels de ces crises.

En conséquence, le rapport s'articulera autour de deux volets.

Le premier volet concernera les IDE (chiffres définitifs 2009 et provisoires pour le 1^{er} semestre 2010). Il sera question d'abord de l'examen de la présence étrangère au niveau de l'économie à travers les analyses sur le stock. Cet examen approfondi du stock d'IDE à Madagascar permettra d'identifier les secteurs attractifs et les pays acteurs. Ensuite, l'analyse portera sur l'évolution du flux d'IDE. Cette partie répond à la question sur le comportement des investisseurs étrangers face à la crise locale.

Le deuxième volet traite de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers. Il fait état de l'évolution de la production durant l'année 2009 et du 1^{er} semestre 2010 et de l'évolution du coût unitaire de la main d'œuvre.

Chapitre I : Les Investissements Directs Etrangers

Après la crise mondiale conjuguée avec la crise politique locale, les économistes se posent légitimement des questions sur la santé de notre économie. Le secteur des IDE fait partie des indicateurs les plus pertinents compte tenu de son importance en termes de financement mais également en termes d'emploi.

La question qui se pose concerne la situation de la présence étrangère dans l'économie, le comportement de ces investisseurs étrangers en matière de financement était-il influencé par les crises qui ont secoué le pays ?

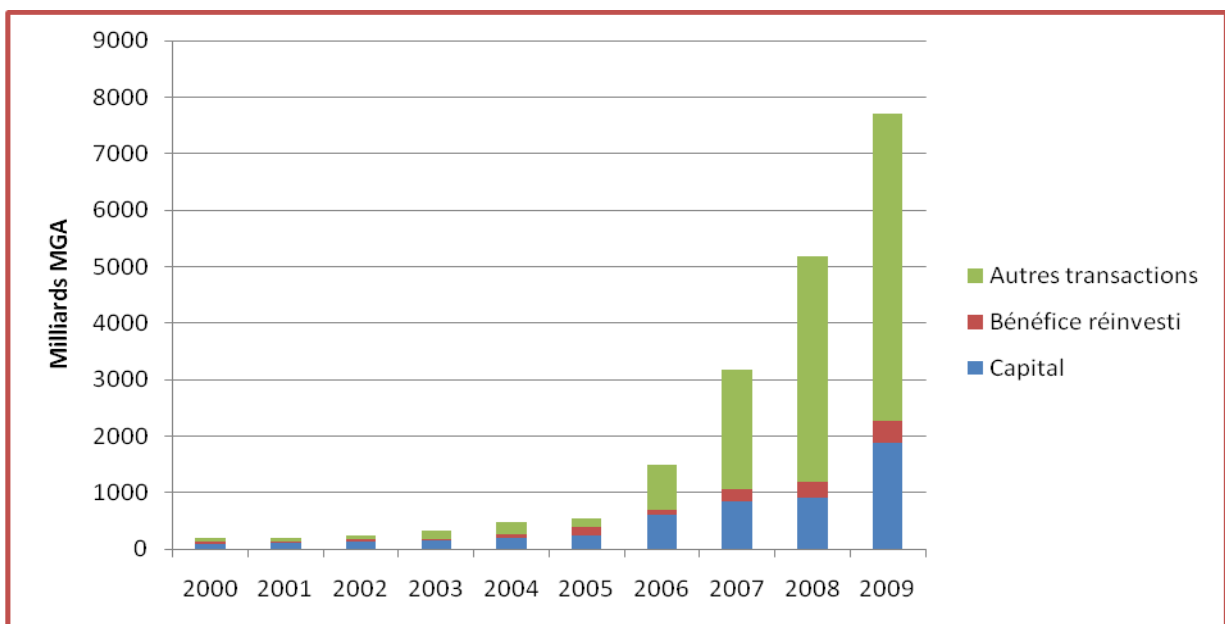
La réponse à cette question sera traitée dans le présent chapitre où nous analyserons, dans un premier temps, l'évolution du stock des IDE en 2008 et en 2009 ; ensuite, le niveau des IDE reçus par le pays, c'est-à-dire le flux, durant l'année 2009 et une première estimation pour le 1^{er} semestre 2010.

1-1. Stocks des investissements directs étrangers

1-1-1. Evolution globale du stock d'IDE

L'évolution des stocks d'IDE à Madagascar a connu deux périodes différentes. La 1^{ère} période, correspondant aux années antérieures à l'année 2006, a été caractérisée par une faible pénétration des IDE dans l'économie avec un rythme de croissance en valeur de 23% jusqu'en 2005. La 2^{ème} période, de 2006 jusqu'à nos jours, est marquée par l'expansion des IDE, suite à la mise en œuvre des deux grands projets miniers. Ainsi les stocks ont atteint 7 716,7 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 3,9 milliards de dollars américains en 2009.

Figure 1. Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2009



Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

Le grand boom, observé en 2007, correspondait à la mise en œuvre des investissements en construction pour le besoin des projets miniers que sont l'exploitation de l'ilménite par le QMM et celle du cobalt et du nickel à d'Ambatovy.

L'année 2009, bien que marquée par la crise politique, a connu une évolution inattendue du stock d'IDE où une croissance en valeur de 48% y a été enregistrée. Toutefois, avec l'achèvement des travaux de construction liés à ces projets, on s'attend dans l'avenir immédiat - pour l'année 2010- à un fléchissement de cette croissance.

L'année 2009 s'est distinguée par l'accroissement du poids du « capital ». En effet, la contribution du « capital » dans la variation du stock d'IDE a connu un accroissement significatif en 2009. Si, en 2008, ce type de capitaux contribuait à 3,4% de la croissance ; en 2009, cette contribution a atteint les 38,6%. Les capitaux sous forme « d'autres transactions » a enregistré une baisse pour l'année 2009. Par contre, la contribution des capitaux sous forme de « bénéfice réinvesti » est restée stable sur les 2 années.

1-1-2. Le stock d'IDE par branches d'activité

Dans le précédent paragraphe, il a été fait mention de 2 périodes distinctes en termes d'IDE. Pour la première période, avant l'année 2006, la présence étrangère s'est surtout intensifiée au niveau des entreprises de la branche « activités de fabrication ». En fait, les IDE reçus par cette branche viennent, surtout, de la mise en place de la zone franche industrielle qui visait le secteur de l'industrie légère exportatrice. Pour la seconde période, le paysage des entreprises d'IDE a été bouleversé par la mise en œuvre des investissements dans la branche « Activités extractives ».

Tableau 1. Le stock d'IDE par branches d'activités en 2005 et 2009

Unité : Milliards MGA

Branches d'activité	2005	2006	2007	2008	2009
Agriculture, Chasse, élevage et sylviculture	5,4	7,8	16,9	18,3	32,5
Pêche, pisciculture, aquaculture	51,0	51,1	17,0	22,5	41,3
Activités de fabrication	111,3	120,0	143,7	176,9	276,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,8	1,1	0,5	1,1	1,4
Construction et BTP	40,2	42,9	289,5	301,6	333,6
Commerce et réparation de véhicule	35,6	36,8	62,1	107,2	138,2
Hôtels et restaurants	0,9	0,7	172,1	173,1	210,6
Transports et auxiliaires de transport	9,4	13,5	8,4	11,2	22,1
Activités financières	95,8	132,2	147,9	213,5	273,2
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	29,9	13,5	29,4	37,0
Distribution de produits pétroliers	41,0	69,4	105,5	116,8	182,2
Télécommunication	57,8	72,7	102,4	282,5	368,3
Autres branches	4,9	7,0			0,2
Total sans extractives	483,5	585,1	1 079,5	1 454,2	1 916,8
Activités extractives	47,1	902,8	2 089,0	3 729,9	5 799,8
Total	530,6	1 487,9	3 168,6	5 184,1	7 716,6

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

A la fin de 2009, le stock d'IDE reçu par la branche « Activités extractives » a été évalué à 5.799,8 milliards d'Ariary, soit environ 2,9 milliards de dollars américains. Ce niveau représente 75,2% de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays. Le taux d'accroissement du stock d'IDE reçu par la branche a donc été estimé à 55,5% par rapport à l'année 2008. L'accroissement des IDE s'est traduit également par un niveau assez élevé des importations en matériels d'équipement en 2009.

L'analyse du stock d'IDE reçu par les branches « hors activités extractives » fait apparaître que 6 branches sur 13 ont attiré les 80% des stocks d'IDE hors extractives. Il s'agit dans l'ordre de : « Télécommunication », « Construction et BTP », « Activités de fabrication », « Activités financières », « Hôtels et restaurants » et « Distribution de produits pétroliers ».

En termes d'évolution, le stock des IDE reçus par les entreprises hors activités extractives a connu une hausse de 31,8% par rapport à 2008.

1-1-3. La présence étrangère dans l'économie selon l'IDE

A l'instar des autres années, depuis la mise en œuvre des investissements massifs dans les activités extractives, les pays investisseurs dans ce secteur dominant l'environnement des IDE à Madagascar.

Le tableau suivant donne un aperçu du stock d'IDE selon les pays de résidence des investisseurs directs étrangers à Madagascar.

Tableau 2. Le stock d'IDE reçu selon le pays de résidence des investisseurs étrangers de 2007 et 2009

Unité : Milliards MGA

Pays	2007	2008	2009
Royaume-Uni	752,1	1 804,7	2 253,8
Canada	635,6	1 006,1	1 688,3
Japon	473,2	579,4	1 041,9
Corée, République de	306,3	404,6	873,3
France	268,1	343,1	455,7
Maurice, île	188,6	238,3	492,9
Italie	173,8	174,2	205,1
Bahreïn	41,4	163,2	0,0
Etats-Unis	50,7	91,4	201,2
Bermudes	86,4	118,7	127,4
Chine	54,0	56,2	73,9
Hong-Kong	37,0	40,8	75,5
Réunion	26,5	28,9	33,0
Suède	0,0	17,7	31,7
Luxembourg	11,4	16,3	47,1
Suisse	25,5	30,4	33,5
Bangladesh	0,0	25,6	25,6
Afrique du Sud	11,3	12,7	12,8
Pays-Bas	7,3	9,5	11,2
Inde	0,0	4,5	4,9
Autres	19,4	18,0	27,8
Total	3 168,6	5 184,6	7 716,6

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

Les 4 premiers pays investisseurs sont le Royaume Uni, le Canada, le Japon et la Corée du Sud. Viennent ensuite, dans l'ordre : l'île Maurice, la France, l'Italie et les Etats-Unis. Le stock d'IDE reçu de ces 8 pays a représenté les 90% de l'ensemble en 2009.

1-1-4. Analyse du stock d'IDE des principales origines

Ce paragraphe apportera beaucoup plus de compréhension sur la spécificité des présences étrangères dans l'économie du pays. Toutefois, compte tenu de la spécificité engendrée par les investisseurs de la branche « Activités extractives », cette branche sera exclue de l'analyse.

Analyse du stock d'IDE de la France

Compte tenu de la relation existante entre Madagascar et la France, les intérêts économiques des investisseurs ressortissants de ce pays restent de loin les plus diversifiées dans l'économie du pays. De plus, le stock des IDE en leur provenance suit toujours une tendance à la hausse. L'année 2009 a vu s'accroître de 32,8% le stock d'IDE reçu de leur part. Le niveau du stock d'IDE en 2009 a été évalué à 455,7 milliards d'ariary.

Tableau 3. Situation du stock d'IDE de la France en 2009

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	1,5	8,8	6	1,9	2,8
Pêche, pisciculture et aquaculture	1,8	3,5	2	0,8	0,9
Activités de fabrication	1,1	37,2	34	8,2	16,0
Distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1,2	2,3	2	0,5	0,9
Construction et BTP	6,6	73,0	11	16,0	5,2
Commerce	0,5	24,8	49	5,5	23,0
Hôtels et restaurants	0,1	1,1	11	0,2	5,2
Transports, auxiliaires de transport	0,9	13,4	15	2,9	7,0
Activités financières	9,4	122,2	13	26,8	6,1
Immobilier, location et services aux entreprises	0,2	12,4	63	2,7	29,6
Distribution de produits pétroliers	99,6	99,6	1	21,9	0,5
Télécommunication	57,1	57,1	1	12,5	0,5
Autres	0,1	0,2	3	0,0	1,4
TOTAL "hors extractives"	2,2	455,7	211	100,0	99,1
Activités extractives	0,0	0,0	2	0,0	0,9
Ensemble	2,2	455,7	213	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

Les intérêts français sont présents dans toutes les branches d'activité. 213 entreprises voient la participation d'au moins un investisseur direct français dans leur capital. 3 branches d'activités regroupent les 68% des entreprises françaises. Il s'agit dans l'ordre des branches : « Immobilier, location et services aux entreprises » (29,6%), « Commerce » (23,0%) et des « Activités de fabrication » (16,0%). Toutefois, la taille des IDE français n'y est pas la plus importante. En faisant un tri selon la moyenne du stock d'IDE, une entreprise de la branche « Immobilier, location et services aux entreprises » affiche en moyenne un stock d'IDE de 0,2 milliards d'ariary, ce qui place cette branche à la 11^{ème} place sur 13 ; celle de la branche « Commerce » présente en moyenne un stock d'IDE de 0,5 milliards d'ariary (10^{ème} place) ; et celle de la branche « Activités de fabrication » attire en moyenne 1,1 milliards d'ariary de stock d'IDE (8^{ème} place).

En termes de stock d'IDE reçus, 4 branches sortent du lot en présentant un niveau du stock supérieur à 50 milliards d'Ariary et en accaparant les 76% du stock d'IDE français. Il s'agit des branches : « Activités financières » (27%), « Distribution de produits pétroliers » (21%), « construction et BTP » (16%) et « Télécommunication » (12%).

Analyse du stock d'IDE de l'île Maurice

Les IDE en provenance de l'île Maurice touchent également la majorité des branches d'activité dans le pays. A la fin de l'année 2009, le stock d'IDE reçus des investisseurs directs mauriciens est évalué à 492,9 milliards d'ariary. En termes de croissance, les statistiques montrent un taux de 106% par rapport à l'année 2008.

Tableau 4. Situation du stock d'IDE de l'île Maurice en 2009

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	1,5	4,4	3	0,9	2,2
Pêche, pisciculture et aquaculture	5,3	10,7	2	2,2	1,5
Activités de fabrication	0,7	18,5	28	3,7	20,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,1	0,1	1	0,0	0,7
Construction et BTP	0,3	0,6	2	0,1	1,5
Commerce	0,6	21,0	37	4,3	27,2
Hôtels et restaurants	1,2	4,8	4	1,0	2,9
Transports, auxiliaires de transport	0,4	5,1	12	1,0	8,8
Activités financières	15,6	93,7	6	19,0	4,4
Immobilier, location et services aux entreprises	0,4	8,4	23	1,7	16,9
Distribution de produits pétroliers	33,7	134,7	4	27,3	2,9
Télécommunication	47,3	189,3	4	38,4	2,9
TOTAL "hors extractives"	3,9	491,3	126	99,7	92,6
Activités extractives	0,2	1,5	10	0,3	7,4
Ensemble	3,6	492,9	136	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

L'enquête sur les IDE de cette année a permis de dénombrier 136 entreprises présentant un intérêt mauricien. En termes d'effectif, 3 branches se distinguent: « Commerce » (27,2%), « Activités de fabrication » (20,6%) et « Immobilier, location et services aux entreprises » (16,9%).

Par contre, un autre classement est obtenu à partir du niveau de stock d'IDE. En effet, le stock d'IDE mauriciens sont concentrés au niveau de 3 branches à savoir : la « Distribution de produits pétroliers » (41%), les « Activités financières » (24%) et la « Télécommunication » (21%).

Analyse du stock d'IDE de l'Italie

Quant aux intérêts italiens dans notre économie, le niveau du stock d'IDE à la fin de 2009 est évalué à 205,1 milliards d'ariary. Ce qui donne une croissance en valeur de l'ordre de 17,7% par rapport à l'année 2008.

Tableau 5. Situation du stock d'IDE de l'Italie en 2009

Branche d'activités	Moyenne (10 ⁶ MGA)	Total (10 ⁶ MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Agriculture	31,0	31,0	1	0,0	5,0
Activités de fabrication	146,7	440,1	3	0,2	15,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	121,3	121,3	1	0,1	5,0
Construction et BTP	-2,5	-5,0	2	0,0	10,0
Commerce	42,1	168,3	4	0,1	20,0
Hôtels et restaurants	67 891,7	203 675,0	3	99,3	15,0
Transports, auxiliaires de transport	-4,5	-4,5	1	0,0	5,0
Immobilier, location et services aux entreprises	216,2	648,5	3	0,3	15,0
Autres	17,8	17,8	1	0,0	5,0
TOTAL "hors extractives"	10 794,3	205 092,5	19	100,0	95,0
Activités extractives	8,5	8,5	1	0,0	5,0
Ensemble	10 255,1	205 101,0	20	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

L'enquête sur les IDE a permis de recenser 20 entreprises présentant un intérêt italien. La branche « Commerce » regroupe le plus d'entreprises à capitaux italiens avec 4 sur 20. Toutefois, en termes d'IDE, cette branche n'affiche que 0,1% du stock d'IDE reçus des investisseurs italiens.

Les IDE italiens sont concentrés au niveau de la branche « Hôtels et restaurants » avec 99,3% de leur investissement. Par ailleurs, ils représentent plus de 90% l'ensemble du stock d'IDE reçu par la branche à la fin de 2009.

Analyse du stock d'IDE des Etats-Unis

Quant aux intérêts américains dans notre économie, le niveau du stock d'IDE à la fin de 2009 est évalué à 201,2 milliards d'ariary. Ce qui donne une croissance en valeur de l'ordre de 120% par rapport à l'année 2008.

L'enquête a compté 21 entreprises à capitaux américains. Ces dernières agissent principalement dans 2 branches qui regroupent 61,9% de l'ensemble. Il s'agit des branches : « Activités de fabrication » (38,1%) et « Activités financières » (23,8%).

En termes d'IDE, les « Activités de fabrication » attirent 80,7% du stock d'IDE de 2009.

Tableau 6. Situation du stock d'IDE des Etats-Unis en 2009

Branche d'activités	Moyenne (Mds MGA)	Total (Mds MGA)	Effectif (Nombre)	IDE en %	Effectif en %
Activités de fabrication	20,3	162,5	8	80,7	38,1
Construction et BTP	12,0	23,9	2	11,9	9,5
Commerce	0,0	0,0	1	0,0	4,8
Transports, auxiliaires de transport	0,6	0,6	1	0,3	4,8
Activités financières	2,9	14,3	5	7,1	23,8
Immobilier, location et services aux entreprises	0,0	0,0	2	0,0	9,5
TOTAL "hors extractives"	10,6	201,2	19	100,0	90,5
Activités extractives	0,0	0,0	2	0,0	9,5
Ensemble	9,6	201,2	21	100,0	100,0

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

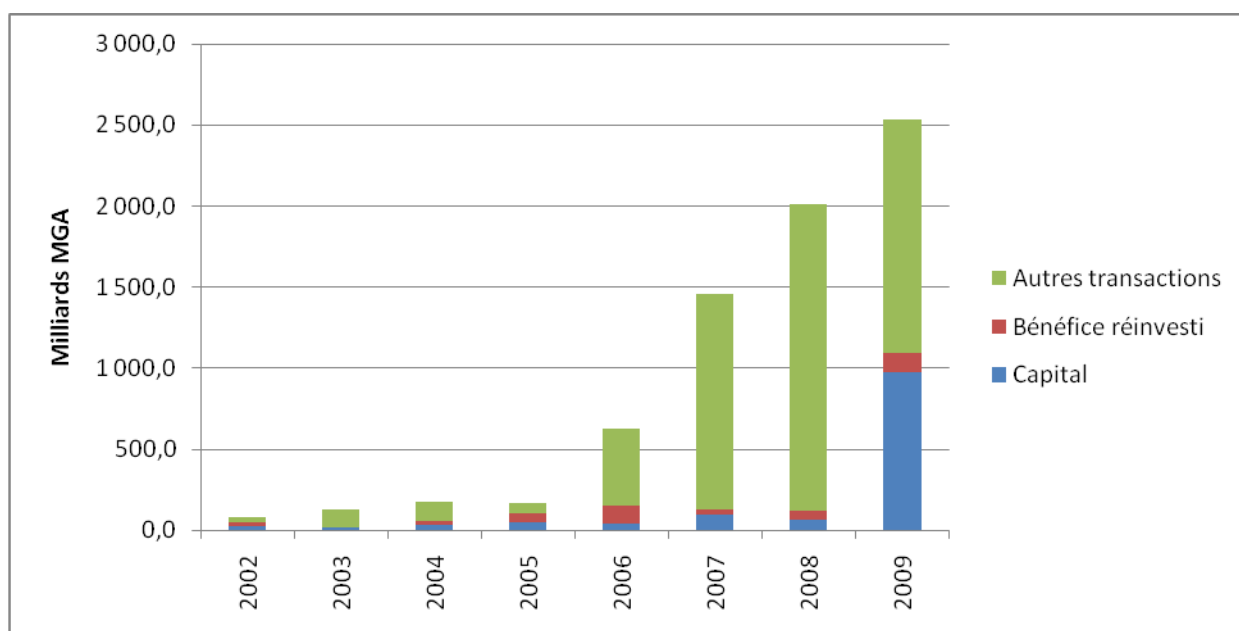
La 2^{ème} branche en termes de stocks d'IDE, est celle de la « Construction et BTP ». En effet, 11,7% du stock d'IDE américains opèrent dans ce secteur avec une moyenne de l'ordre de 12,0 milliards d'ariary par entreprises.

1-2. Flux des investissements directs étrangers

Contrairement au stock d'IDE, qui donne le bilan des IDE entrants à une date donnée, le flux donne les réalisations au cours d'une période déterminée. L'analyse des flux permet donc de cerner le dynamisme des IDE dans l'économie du pays.

Ce paragraphe abordera l'analyse des flux d'IDE entrants en 2009 et au 1^{er} semestre 2010 concernant la nature des financements, leurs origines et les branches d'activités bénéficiaires.

Figure 2. Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2009.



Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

L'année 2009 a montré un léger fléchissement du rythme de croissance des IDE entrants.

En effet, le taux d'accroissement en valeur cette année a été de 25%, en baisse par rapport à celui enregistré entre 2007 et 2008. Ce phénomène vient d'une part de la crise financière mondiale et d'autre part de la crise politique. Certains analystes ont avancé l'hypothèse d'une fuite des capitaux suite à ces différentes crises. Mais, le comportement des investisseurs contredit cette supposition. Le niveau des engagements dans les grands projets miniers étant élevé, il est difficile pour les investisseurs d'abandonner leurs projets.

Ainsi, au cours de l'année 2009, les flux d'IDE reçus se sont élevés à 2.532,2 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 1,3 milliards de dollars américains.

Ces IDE proviennent surtout du poste « autres transactions », caractérisées essentiellement par les prêts intragroupes, et dont le poids a été estimé à 56,8% de l'ensemble des flux pour l'année 2009. Par rapport aux années antérieures, une baisse a été constatée. Cette baisse provient de l'accroissement de la part du poste « apports en capital » qui représentait, pour l'année 2009, les 38,6% du total des flux.

Quant aux perspectives pour l'année 2010, une baisse des flux se dessine d'après la performance enregistrée au cours du 1^{er} semestre où les flux sont estimés à 568 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 270 millions de dollars américains et ne représentant que 24% de la réalisation de 2009. Une différence de structure selon la nature des capitaux est observée durant cette période. Le poids des autres transactions est passé à 77% de l'ensemble des flux et celui des bénéfices réinvestis à 22,8%.

1-2-2. Analyse des flux d'IDE par branche d'activité

Tableau 7. Les flux d'IDE par branche d'activités en 2009 et au 1^{er} semestre 2010.

Unité : milliards MGA

Branche	2009	1er semestre 2010
Agriculture	14,15	-0,06
Pêche, aquaculture	18,81	34,62
Activités de fabrication	99,63	18,91
Production et distribution de gaz, d'électricité et d'eau	0,26	0,22
Construction et BTP	31,92	56,57
Commerce	30,93	12,19
Hôtels et restaurants	37,49	36,47
Transports	10,89	-0,36
Activités financières	59,68	49,32
Immobilier et services aux entreprises	7,56	7,07
Distribution pétrolière	65,38	47,7
Télécommunication	85,81	3,91
Autres	0,16	-0,06
TOTAL hors "extractives"	462,67	266,52
Activités extractives	2 069,84	301,56
TOTAL	2 532,51	568,09

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

L'analyse des flux d'IDE met en exergue une fois de plus la place occupée par les entreprises dans la branche « Activités extractives ». Le niveau des flux reçus par le pays en dépend largement (80%).

Toutefois, son poids dans les flux d'IDE a baissé durant le 1^{er} semestre 2010.

Les flux sont passés de 80% à 53% de l'ensemble entre 2009 et le 1^{er} semestre 2010. En termes de croissance, la réalisation de 2009 affiche un taux d'accroissement en valeur de l'ordre de 28% par rapport à l'année 2008. Ce qui est loin des réalisations des années précédentes. De plus, les résultats observés au 1^{er} semestre 2010 semblent annoncer une baisse des flux pour l'année 2010 au niveau de cette branche. L'atteinte des niveaux enregistrés dans le passé nécessite donc la réalisation de nouveaux projets dans les années à venir.

En termes de nature des capitaux investis, l'année 2009 a montré une importance des **apports en capital** dans la branche « Activités extractives » par rapport aux autres années. En effet, l'apport en capital a représenté les 45% de l'ensemble des flux reçus par la branche, si auparavant, les investisseurs préféraient les prêts.

Au niveau des branches « hors activités extractives », après une baisse des flux d'IDE en 2008, l'année 2009 a connu un accroissement de 23%. Ces flux ont été surtout dirigés vers les branches : « Activités de fabrication » (21,5% des flux de l'ensemble « hors activités extractives »), « Télécommunication » (18,6%), « Distribution des produits pétroliers » (14,1%) et « Activités financières » (12,9%). Ces 4 branches ont toutes présenté un niveau de flux d'IDE supérieur à 50 milliards d'Ariary.

En ce qui concerne la réalisation au 1^{er} semestre 2010, les premiers résultats obtenus semblent indiquer un léger optimisme pour l'ensemble de l'année 2010. En effet, les flux reçus durant cette période représentent déjà les 57,8% de la réalisation de 2009. Cinq branches sur treize se distinguent du lot en présentant un flux supérieur à 25 milliards d'Ariary au cours du 1^{er} semestre 2010. Il s'agit des branches : « Construction et BTP » (21,2%), « Activités financières » (18,5%), « Distribution de produits pétroliers » (17,9%), « Hôtels et restaurants » (13,7%) et « Pêche, pisciculture et aquaculture » (13,0%).

Selon la nature des capitaux investis, le poste « autres transactions » domine l'ensemble des flux reçus par les entreprises des branches « hors activités extractives » avec un poids de l'ordre de 63,8% en 2009. Trois branches parmi les quatre principales branches récipiendaires des flux en 2009, ont affiché un poids de ce type de capitaux de plus de 70%. Dans la branche « Activités financières », l'importance des autres transactions a été moindre en 2009 avec seulement 19,1% des flux reçus.

Par ailleurs, l'importance des « apports en capital » a été importante, en 2009, dans les branches « Pêche, pisciculture et aquaculture » (51,4%), « Activités financières » (44,3%) et « Commerce » (26,0%).

Au niveau des « bénéfices réinvestis », les différentes branches d'activité ont affiché en 2009 une part variant entre 20,2% et 103,2%. Les trois premières branches qui se sont distinguées en matière de bénéfices réinvestis sont le « Transport et auxiliaire de transport », le « Commerce » et la « Pêche, pisciculture et aquaculture ».

1-2-3. L'origine des flux d'IDE

Compte tenu de l'importance des IDE reçus par la branche « Activités extractives », les pays investisseurs au niveau de cette branche dominant dans l'ensemble l'origine des flux d'IDE. Ce paragraphe essaiera à cet effet de mettre en exergue les origines des capitaux avec un focus sur les branches « hors activités extractives ».

Le tableau suivant donne, ainsi, l'état de la provenance des flux d'IDE en 2009 et au 1^{er} semestre 2010 sous 2 angles : d'un côté, pour l'ensemble des branches d'activités, et de l'autre côté, pour les branches « hors activités extractives ».

Tableau 8. Répartition du flux d'IDE selon le pays d'origine,

« ENSEMBLE »

Unité : Milliards MGA

Pays	2009	1er semestre 2010
Canada	682,12	124,14
Corée du Sud	468,64	85,53
Japon	462,47	99,24
Royaume-Uni	449,12	9,76
Maurice, île	254,55	21,69
France	112,55	122,70
Etats-Unis	109,83	5,65
Hong-Kong	34,76	-6,03
Italie	30,87	36,60
Luxembourg	30,79	21,18
Autres	-103,54	47,63

Source : Enquête IDE 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

« HORS ACTIVITES EXTRACTIVES »

Unité : Milliards MGA

Pays	2009	1er semestre 2010
Maurice, île	254,14	20,18
France	112,54	122,70
Etats-Unis	109,83	5,65
Hong-Kong	32,58	-4,62
Italie	30,87	36,59
Luxembourg	30,79	21,18
Royaume-Uni	25,59	0,39
Chine	16,82	7,21
Suède	13,94	0,00
Réunion	4,15	25,67
Autres	-168,50	31,56

Source : Enquête IDE 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT.

Au niveau de l'ensemble, les premières places sont logiquement occupées par les investisseurs de la branche « Activités extractives » pour l'année 2009. Les investissements reçus du Canada viennent en première position avec une réalisation de 26,9% de l'ensemble. Cette performance est due à la prise de participation d'investisseurs canadiens dans 2 grands projets miniers à savoir le QMM et le projet d'Ambatovy. Viennent ensuite les investisseurs de la Corée du Sud (18,5%), du Japon (18,3%) et du Royaume-Uni (17,7%).

L'analyse par pays des flux reçus au 1^{er} semestre 2010 permet de faire ressortir la stabilité des IDE en provenance de 3 pays à savoir : la France, l'Italie et dans une moindre mesure le Luxembourg.

Hors activités extractives, 3 pays se sont distingués en 2009 à savoir : l'île Maurice (10,1%), la France (4,4%) et les Etats-Unis (4,3%).

- En ce qui concerne les flux d'IDE en provenance des investisseurs mauriciens, la branche « Télécommunication » a reçu 70% de ces flux, les « Activités financières » 10,2%, le « Commerce » 5,8%, et les « Activités de fabrication » 4,7%.

- Pour les flux d'IDE en provenance des investisseurs français, 52,6% ont été orientés vers les entreprises exerçant dans la « distribution des produits pétroliers ». La seconde branche bénéficiaire est la « Télécommunication » avec 18,7% des flux. Ces deux branches ont enregistré un niveau de flux d'IDE de plus de 20 milliards d'Ariary chacune. Ensuite, quatre autres branches ont reçu un flux entre 5 et 7 milliards d'Ariary. Il s'agit des branches : « Activités de fabrication » (6,8%), « Activités financières » (4,8%), « Agriculture » (4,8%) et « Immobilier et services aux entreprises » (4,0%).

- Quant aux flux d'IDE en provenance des Etats-Unis, ils se sont surtout concentrés au niveau de la branche « Activités de fabrication » (78,0%) en 2009. La branche « Construction et BTP »

a également enregistré un flux assez important pesant 19,7%. Enfin, un investissement moindre a été enregistré au niveau des « Activités financières » (2,1%).

1-3. Environnement des affaires des entreprises d'IDE

Ce paragraphe présente l'avis des dirigeants des entreprises malgaches à capitaux étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar. L'analyse qualitative viendra ici en complémentarité de l'analyse quantitative des paragraphes précédents. Dans ce sens, son importance réside dans sa nature à pouvoir enrichir les résultats et hypothèses évoqués dans l'analyse quantitative, et ainsi, à permettre une vision plus large des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar.

L'analyse s'articulera en deux points : (i) les atouts et faiblesses de Madagascar, et (ii) la situation actuelle des entreprises vue par leurs dirigeants.

1.3.1. Atouts et faiblesses de Madagascar

Un indicateur appelé « Solde d'opinion¹ » a été créé pour mieux synthétiser les opinions des dirigeants des entreprises malgaches à capitaux étrangers sur les questions de l'environnement des affaires à Madagascar. Selon les dirigeants du secteur privé, plusieurs facteurs nuisent à l'environnement des affaires du pays. Sur dix facteurs, seuls quatre se sont soldés avec un bilan positif. Il s'agit (i) du Coût de la main d'œuvre, (ii) de l'infrastructure de télécommunication, (iii) des caractéristiques du marché tels que la disponibilité de main d'œuvre qualifiée et la flexibilité des horaires de travail, et (iv) de la disponibilité de fournisseurs locaux.

Tableau 9. Solde d'opinion des dirigeants sur quelques items

CRITERES	Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
Coût de la main d'œuvre	169	5	51	81	32
Caractéristiques du marché	67	-1	17	26	25
Fiscalité	-103	-1	-35	-44	-23
Accès au financement	-160	-5	-50	-63	-42
Droit des affaires	-74	3	-16	-34	-27
Infrastructure de transport	-125	2	-45	-56	-26
Infrastructure de télécommunication	104	6	26	49	23
Stabilité politique	-323	-7	-90	-154	-72
Coûts des matières premières	-28	0	-6	-24	2
Disponibilité des fournisseurs locaux	1	3	7	-12	3

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

¹ Le solde d'opinion est la différence entre les réponses positives et les réponses négatives. Un solde négatif indique un environnement défavorable pour les dirigeants tandis qu'un solde positif signifie un environnement favorable

Toutefois, outre l'Infrastructure de transport qui est le troisième facteur défavorisant l'environnement des affaires, et les Coûts de matières premières, les autres facteurs négatifs ne sont pas de nature à être liés directement aux activités des entreprises. Ces facteurs sont entre autres la Stabilité politique, l'Accès au financement et la Fiscalité.

1. 3.1.1. Les principaux atouts et faiblesses

Le facteur « Coût de la main d'œuvre » s'est soldé par une opinion positive. Il apparaît d'ailleurs comme le principal atout de Madagascar pour 64,6% des entrepreneurs. Ce facteur est suivi par la qualité et la disponibilité de l'infrastructure de télécommunication (13,3%) ainsi que des caractéristiques du marché (9,6%). D'ailleurs, le cumul des principaux atouts du pays, tous rangs confondus, met en relief ces trois facteurs précités.

Tableau 10. Les principaux atouts de Madagascar

ITEMS	1 ^{er} atout	2 ^{ème} atout	3 ^{ème} atout	Ensemble
Coût de la main d'œuvre	64,6%	13,7%	5,2%	29,8%
Caractéristiques du marché	9,6%	25,2%	12,0%	15,7%
Fiscalité	1,7%	6,2%	8,9%	5,3%
Accès au financement	0,8%	3,1%	5,8%	3,0%
Droit des affaires	0,4%	5,8%	7,3%	4,3%
Infrastructure de transport	0,8%	2,7%	6,3%	3,0%
Infrastructure de télécommunication	13,3%	25,7%	17,3%	18,7%
Stabilité politique	0,8%	0,0%	1,6%	0,8%
Coûts des matières premières	4,6%	12,4%	13,1%	9,7%
Disponibilité des fournisseurs locaux	3,3%	5,3%	22,5%	9,6%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 2010, BCM/INSTAT

Quant aux handicaps, la stabilité politique est le premier handicap à être évoqué par les entrepreneurs. Un contexte politique similaire à celui dans lequel Madagascar a évolué, nuirait de façon logique aux activités économiques de tous pays.

Mais outre ce facteur, la Fiscalité, l'Accès au financement et l'infrastructure de transport constituent encore de véritables blocages au développement économique du pays.

Tableau 11. Les principaux handicaps de Madagascar

ITEMS	1 ^{er} handicap	2 ^{ème} handicap	3 ^{ème} handicap	Ensemble
Coût de la main d'œuvre	3,2%	1,3%	3,2%	2,6%
Caractéristiques du marché	2,8%	6,4%	8,8%	5,9%
Fiscalité	11,6%	19,7%	16,2%	15,7%
Accès au financement	10,0%	17,6%	20,4%	15,7%
Droit des affaires	2,4%	12,4%	6,5%	7,0%
Infrastructure de transport	3,2%	14,6%	17,1%	11,3%
Infrastructure de télécommunication	1,2%	2,1%	1,4%	1,6%
Stabilité politique	62,4%	15,0%	13,4%	31,5%
Coûts des matières premières	2,4%	7,3%	4,6%	4,7%
Disponibilité des fournisseurs locaux	0,8%	3,4%	8,3%	4,0%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

1.3.2. Situation actuelle des entreprises selon les entrepreneurs

L'analyse précédente sur le flux d'IDE a annoncé une baisse pour l'année 2010.

Les chefs d'entreprise continuent de se méfier de l'environnement des affaires. La majorité considère la situation inchangée depuis 2009. De plus, le solde des opinions sur le sujet penche vers le négatif.

Tableau 12. Evolution des activités en 2010 par rapport à l'année 2009

	S'est améliorée	Est restée inchangée	S'est détériorée
La situation de votre entreprise	20%	41%	39%
La situation de votre secteur d'activité	13%	45%	42%

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

Toutefois, certains chefs d'entreprise estiment leurs entreprises en situation plus acceptable que celle du secteur entier. Le solde d'opinion est plus en défaveur du secteur. Sur la question « comment voyez-vous la situation de votre entreprise en cette année 2010 comparativement à 2009 », le solde d'opinion est de -19%. Tandis que pour la situation du secteur d'activité où évolue leur entreprise, le solde affiche -29%.

Tableau 13. Facteurs limitant le développement des activités au cours de l'année 2010

Items	Effectif (%)
Demande insuffisante	56,30%
Insuffisance d'un personnel que vous avez des difficultés à accroître	11,90%
Insuffisance de votre équipement ou de matériel	21,00%
Des contraintes financières	51,30%
L'environnement politique	76,20%
Autres facteurs	1,80%
Sans objets (actuellement l'entreprise est en mesure de développer ses activités)	16,20%

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

Il a semblé opportun de déterminer les freins au développement des activités des entreprises au cours de l'année 2010. A l'issue des sondages d'opinions, 3 facteurs constituant un frein au développement ont été cités par les chefs d'entreprise. 76,2% d'entre eux ont cité l'environnement politique ; 56,3% l'insuffisance de la demande et 51,3% les contraintes financières.

CHAPITRE II : La production industrielle des entreprises à capitaux étrangers

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de production Industrielle (IPI). L'analyse sera axée sur la structure du secteur industriel par division « Code CITI révision 3 »² et par nomenclature de synthèse, suivie des caractéristiques de l'indice de production industrielle.

2.1. Répartition des entreprises à capitaux étrangers

A la fin du premier semestre 2010 sur le territoire national, le secteur industriel manufacturier se compose à 56,6% de Filiales, à 21,1% d'Entreprises affiliées, à 19,7% de Succursales et à 2,7% d'Entreprises IPF. Le tableau ci-dessous donne leur répartition à la fin de la période.

² Classification Internationale Type des Industries

Tableau 14. Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2010

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	IPF	affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	7,9%	0,0%	18,8%	7,0%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	2,6%	50,0%	0,0%	2,3%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	44,7%	0,0%	31,3%	51,2%	46,7%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,3%	0,0%	0,0%	2,3%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	2,6%	0,0%	0,0%	4,7%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	1,3%	0,0%	0,0%	0,0%	6,7%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	2,6%	0,0%	0,0%	0,0%	13,3%
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	14,5%	50,0%	18,8%	11,6%	13,3%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	5,3%	0,0%	6,3%	7,0%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	1,3%	0,0%	0,0%	2,3%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	5,3%	0,0%	6,3%	2,3%	13,3%
29	Autres machines et matériels	2,6%	0,0%	6,3%	2,3%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	1,3%	0,0%	0,0%	2,3%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	6,6%	0,0%	12,5%	4,7%	6,7%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

D'une manière générale, les entreprises industrielles à capitaux étrangers à Madagascar se sont concentrées autour de trois branches d'activités : la « Fabrication de textiles et articles d'habillement » (44,7%), des « Produits chimiques-Produits pharmaceutiques-Corps gras » (14,5%) et la « Fabrication de produits alimentaires et boissons » (7,9%).

Selon le type de l'entreprise, les entreprises IPF se sont regroupées seulement dans deux branches d'activités : la « Fabrication de produits à base de tabac » et les « Produits chimiques-Produits pharmaceutiques-Corps gras ».

Les entreprises filiales ont été dynamiques dans les secteurs « Fabrication de textiles et articles d'habillement » et « Produits chimiques-Produits pharmaceutiques-Corps gras ». Les filiales représentent plus d'un quart de l'ensemble des entreprises industrielles à capitaux étrangers opérant à Madagascar. Quant aux autres types d'entreprise, ces dernières se sont plutôt distinguées dans la branche d'activité « Fabrication de textiles et articles d'habillement ».

2.2. Volume de la production industrielle

2.2.1. Volume de la production industrielle par division

Le secteur industriel à investissement direct étranger a produit 171,4 milliards d'Ariary de biens manufacturés au cours du premier semestre 2010 contre 244,6 milliards d'Ariary au premier semestre de l'année précédente, soit une baisse de l'ordre de 30%.

Tableau 15. Évolution du volume de la production industrielle (en milliards Ariary)

Type d'entreprise	Valeur (milliards d'Ariary)				
	2006	2007	2008	2009	1 ^{er} Sem 2010*
Entreprise d'IPF	0	18,6	15,9	3,5	3,0
Entreprise affiliée	14,8	23,2	37,2	77,8	26,9
Filiale	256,5	293,0	493,2	400,3	135,1
Succursale	17	32,7	28,7	20,4	6,4
Total	288,3	367,5	575,0	501,9	171,4

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT, (*) : Données provisoires

Depuis 2006, les entreprises filiales ont accaparé la plupart du volume total de la production des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar. Leur importance est toujours considérable (de l'ordre de 80%) par rapport aux autres types d'entreprises. Malgré leur dynamisme, elles ont connu une tendance à la baisse à partir de l'année 2008. Par exemple, entre le premier semestre 2008 et le premier semestre 2010, elles ont enregistré un taux de croissance annuel de -16% de l'ensemble du volume de production.

Les entreprises succursales ont également perdu de leur importance à partir de l'année 2007. Ces faits sont expliqués par la fermeture définitive et le chômage technique observés chez certaines entreprises.

Par contre, les entreprises affiliées ont poursuivi une croissance positive au fil des années. Elles ont atteint un taux d'accroissement moyen annuel de 16,1% et leur poids ont été de l'ordre de 15,7% du volume total de la production des entreprises IDE au premier semestre de 2010.

La structure du volume de la production industrielle diffère selon l'apport de l'investisseur non résident dans le capital de l'entreprise. Dans l'ensemble, le volume de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers est réparti essentiellement entre quatre branches d'activité : « Fabrication de textiles et articles d'habillements » « Fabrication des produits minéraux métalliques », « Fabrication de produits à base de tabac», et « Produits chimiques-produits pharmaceutiques-Corps gras » qui représentent respectivement 39,5%, 21,2%, 15,8%, et 14,1% de la production totale.

Tableau 16. Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2010

CITI Rev.3	Libellés	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	0,5%	0,0%	3,4%	0,0%	0,0%
16	Fabrication de produits à base de tabac	15,8%	69,4%	0,0%	18,5%	0,0%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	39,5%	0,0%	1,7%	45,5%	91,4%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,4%	0,0%	1,6%	0,0%	5,3%
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	14,1%	30,6%	60,9%	4,9%	3,3%
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	4,0%	0,0%	3,2%	4,4%	0,0%
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	21,1%	0,0%	0,0%	26,8%	0,0%
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,2%	0,0%	26,4%	0,0%	0,0%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication n.c.a.	0,4%	0,0%	2,8%	0,0%	0,0%
Ensemble		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

Selon le type d'entreprise, le volume de la production des IPF est assuré seulement par deux branches d'activité : la « Fabrication de produits à base de tabac » (69,4%) et les « Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras » (30,4%).

La production des entreprises affiliées a été concentrée sur deux types de produits : «les Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras » (60,9%) et « les produits d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels) » (26,4%).

Pour les filiales, 45,5% de la production totale provient de la branche d'activité «Fabrication de textiles et d'articles d'habillement », 26,8% de la branche «Fabrication de produits minéraux non métalliques» et 18,5% de la branche « Fabrication de produits à base de tabac ».

Enfin pour les entreprises succursales, la plupart de la production a découlé de la branche d'activité « Fabrication de textiles et d'articles d'habillement » qui a réalisé 91,4% du volume global.

2.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

Ce sous-paragraphe traitera du volume de la production industrielle des entreprises à capitaux étranger suivant la nomenclature de synthèse. Cette nomenclature préconise 4 groupes : i) les « Produits d'industries agricoles et alimentaires », ii) les « Biens de consommation », iii) les « biens d'équipement » et iv) les « Biens intermédiaires ».

Tableau 17. Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse au 1er semestre 2010

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'Ariary	171,4	3,0	26,9	135,1	6,4
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	16,1%	69,1%	3,4%	18,2%	0,0%
EC	Biens de consommation	7,4%	0,6%	0,4%	4,9%	86,7%
C1	Habillement, cuir	7,3%	0,0%	0,0%	4,9%	86,7%
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%
C4	Équipements du foyer	0,1%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%
EE	Biens d'équipement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EF	Biens intermédiaires	76,5%	30,3%	96,2%	76,9%	13,3%
F1	Produits minéraux	20,4%	0,0%	0,0%	25,9%	0,0%
F2	Produits d'industries textiles	33,3%	0,0%	1,8%	41,8%	1,4%
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,8%	0,0%	2,9%	0,0%	8,8%
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	17,9%	30,3%	64,9%	9,2%	3,1%
F5	Métaux et produits métalliques	4,1%	0,0%	26,6%	0,0%	0,0%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT

La catégorie « Biens intermédiaires » a englobé près de 76,5% de la production totale, suivie par les catégories « Produits d'industries agricoles et alimentaires » et « Biens de consommation » avec respectivement 16,1% et 7,4%.

L'importance de la catégorie « Biens intermédiaires » est induite par celle des « Produit d'industrie textiles » qui a réalisé plus de 30% du volume total de la production des entreprises.

La catégorie « Produits d'industries agricoles et alimentaires » a garanti les 69,1% du volume de la production des entreprises IPF.

Pour les entreprises affiliées, les « Biens intermédiaires », ont constitué les 96,2% du volume de la production de ce type d'entreprise. Ces « Biens intermédiaires » sont essentiellement des « Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique » (64,9%) et des « Métaux et produits métalliques » (26,6%).

Au niveau des filiales, plus de trois quart du volume de la production sont dégagés par la catégorie de produits «Biens intermédiaires ». Ces produits sont généralement de trois types : « Produits d'industries textiles » 41,8%, «Produits minéraux » 25,9% et «Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique » 9,2%.

En ce qui concerne les entreprises succursales, 86,7% du volume total de la production est concentré autour de la catégorie des produits de « Biens de consommation » dont essentiellement le produit « Habillement-cuir ».

Par ailleurs, il convient de noter que la part contributive des deux catégories de produits « Produits d'industries agricoles et alimentaires » et « biens de consommation » dans la production s'est dégradée par rapport au premier semestre de l'année 2009. De respectivement 50,6% et 18,5% du volume total de la production au premier semestre 2009, ces parts ne représentent plus que 16,1% et 7,4% à la fin du premier semestre 2010.

2.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

2.3.1. Méthodologie

La présente étude intègre une nouvelle méthodologie de calcul de l'IPI pour le suivi du secteur secondaire. Le changement structurel de l'économie malgache induit par les contextes économique et politique -que ce soit au niveau national qu'international-, mais aussi et surtout, de par leur nature³, la variabilité de la population des entreprises industrielles malgaches à caractère d'IDE, amènent à la construction d'un nouvel indice pour mieux refléter la réalité : « L'Indice en chaîne ».

Les indices construits antérieurement font référence à une base fixe, précisément celle de l'année 2006. Au fur et à mesure, les résultats de l'enquête ont montré que la population des entreprises à IDE est en perpétuel changement si bien que la référence par rapport à une base fixe devient rapidement désuète. Si l'IPI devrait ressortir une évolution conjoncturelle de l'économie, particulièrement du niveau de la production du secteur secondaire, un tel aspect biaiserait la réalité économique, d'où la construction d'un indice à base mobile communément appelé sous le terme d'Indice en Chaîne⁴.

Il s'agira alors, à chaque période, d'actualiser l'année de référence : l'indice calculé pour l'année 2009 fait référence à l'année 2008, celui de l'année 2010 fait référence à l'année 2009, et d'une manière générale, l'indice pour l'année n fait référence à l'année n-1.

La présente section sera subdivisée en deux points : (i) l'Indice de Production Industrielle par division et (ii) l'Indice de Production Industrielle par nomenclature de synthèse.

2.3.2. L'Indice de production industrielle par division

Le secteur secondaire est caractérisé par cinq principaux secteurs d'activité : les « Industries de boissons et Fabrication de produits alimentaires », la « Fabrication de produits à base de tabac », la « fabrication textile », la « Fabrication d'articles d'habillements », et la « Fabrication de produits minéraux non métalliques ».

L'année 2009 a connu une légère variation structurelle si l'on se réfère à l'année 2008, particulièrement au niveau de l'importance des « Industries de boissons et Fabrication de produits alimentaires » dans le dynamisme du secteur secondaire. En effet, ce type d'entreprises n'a pas pu échapper à la forte crise politique de 2009 qui a généralement engendré une baisse de la demande globale.

³ D'une période à une autre, une entreprise peut être identifiée comme étant une entreprise à Investissement Direct Etranger ou non selon sa propre stratégie

⁴ « Méthodologie de l'indice de volume en chaîne Fisher », Michel Chevalier, Statistique Canada

Tableau 18. Evolution semestrielle de l'IPI par division

Code		Structure		2009		2010*	
CITI	Libellé	2008	2009	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.
15	Industrie de boissons et Fabrication de produits alimentaires	0,5503	0,1264	74,6	110,3	100,0	100,0
16	Fabrication de produits à base de tabac	0,1208	0,1790	127,7	40,1	115,5	115,5
17	Fabrication de textiles	0,0630	0,1430	76,2	77,1	116,1	122,7
18	Fabrication d'articles d'habillements	0,1126	0,2338	108,3	31,0	72,4	65,5
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,0003	0,0004	139,4	139,4	76,2	87,8
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,0009	0,0007	97,9	97,9	100,0	100,0
21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0017	0,0022	87,9	87,9	101,7	101,7
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	0,0238	0,0512	79,8	79,7	72,4	88,5
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,0025	0,0251	121,6	87,8	99,7	99,7
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,1063	0,1829	67,6	86,9	76,2	75,8
28	Fabrication d'ouvrage en métaux	0,0175	0,0546	105,9	170,2	75,3	98,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,0003	0,0005	98,6	90,2	98,5	103,6
IPI		1,000	1,000	85,0	88,5	91,5	92,8

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

L'indice de Production Industrielle des entreprises à Investissements Directs Etrangers à Madagascar s'est affiché à 85,0 au premier semestre 2009 et à 88,5 au second semestre 2009. Ces chiffres indiquent un ralentissement de -15,0% de l'activité industrielle au cours du premier semestre 2009 et de -11,5% au cours du second semestre par rapport à la moyenne semestrielle 2008,. Quant au premier semestre 2010, la baisse du niveau général de la production a été de -8,5%. Toutefois, malgré une baisse de -7,2% par rapport à l'année 2009, les données prévisionnelles relatives au second semestre 2010 laissent espérer une hausse de 3,3% de l'IPI par rapport au premier semestre de cette année en cours. Cette hausse serait induite particulièrement par le dynamisme des secteurs d'activité « Fabrication d'ouvrage en métaux », « Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques et de corps gras » et par le secteur « Fabrication de textiles ».

2.3.3. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse

Selon leurs utilisations, les biens produits par les entreprises peuvent être catégorisés en « Biens de consommation » destinés généralement à la consommation finale, en « Biens intermédiaires » qui peuvent servir d'input pour d'autres unités de production et en « Produits alimentaires et d'industries agricoles ».

Le tableau ci-après donne un aperçu de l'évolution du niveau de production selon ces différents types de produits.

Tableau 19. Evolution semestrielle de l'IPI par nomenclature de synthèse

Nomenclature de synthèse	2009		2010	
	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.	1 ^{er} sem.	2 ^{ème} sem.
Produits d'industries agricoles et alimentaires	84,2	97,7	109,1	109,1
Biens de consommation	103,4	39,8	72,4	69,7
Habillement, cuir	108,4	31,2	72,4	65,6
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	79,8	79,7	72,4	88,5
Equipements du foyer	98,6	90,2	98,5	103,6
Biens intermédiaires	75,5	90,1	89,5	95,9
Produits minéraux	67,6	86,9	76,2	75,8
Produits d'industries textiles	76,2	77,1	116,1	122,7
Produits en bois, papier ou carton	91,3	91,3	101,2	101,2
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	83,8	80,5	81,4	92,2
Métaux et produits métalliques	105,9	170,2	75,3	98,0
IPI	85,0	88,5	91,5	92,8

Source : Enquête IDE/IPF 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

Les biens destinés à la consommation finale sont ceux dont la production a le plus chuté pour l'année 2010. Sur cette même période, les « Produits d'industries agricoles et alimentaires » ont suivi la tendance des produits à base de tabac et se sont situés à 109,1, indiquant une hausse de 9,1% de la production de ce type de biens. Les biens intermédiaires, quant à eux, ont enregistré une baisse de -10,5%.

2.4. Les coûts de production des entreprises

Pour l'analyse des coûts de production des entreprises industrielles, cinq types de consommations intermédiaires seront cités : (i) les Matières premières et intrants, (ii) l'Energie et eau, (iii) les Recherches et Développement, (iv) les Prestations de services industriels, et (v) tout autre service tel que le transport de marchandises et entreposage des biens, les frais de télécommunication, de location et d'assurance, les services d'entretien et de réparations. En outre, une analyse temporelle permet d'apprécier l'impact d'une hausse sur la performance des entreprises et/ou le niveau général des prix.

Les coûts de production des entreprises dépendent fortement des secteurs dans lesquels elles sont actives, en raison de la nature des intrants utilisés. Des facteurs d'ordre contextuel en général, et d'ordre économique en particulier, ont également des influences sur les coûts de production d'une entreprise.

Pour le cas actuel, après la forte crise politique que le pays a traversé en 2009, les entreprises ont pu optimiser leur production au vu des statistiques⁵ du premier semestre 2010. En effet, les entreprises industrielles malgaches à investissements directs étrangers ont clôturé l'année 2009 avec un bilan de 1,27 unité de production par unité de coût, en baisse de -9,4% par rapport à l'année 2008.

A la fin du premier semestre 2010, une hausse de 26,1% a été enregistrée, toute branche d'activité confondue, par rapport à l'année 2009.

⁵ Statistiques provisoires

Tableau 20. Indice de Production par unité de coût selon le type d'activité

Code CITI	Activité	2007	2008	2009	1er sem 2010*
15	Industrie de boisson et Fabrication de produits alimentaires	0,99	1,11	0,87	1,85
16	Fabrication de produits à base de tabac	1,46	1,30	1,25	1,08
17	Fabrication de textiles	2,02	1,86	1,45	1,58
18	Fabrication d'articles d'habillements	1,33	2,53	1,48	2,06
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,93	0,84	0,87	0,87
22	Edition, imprimerie et reproduction de supports enregistrés	1,09	3,01	2,33	2,33
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	0,59	0,87	1,70	1,65
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,94	1,12	1,23	1,23
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	1,99	1,67	2,59	3,02
Ensemble		1,12	1,40	1,27	1,60

Source : Enquête IDE/IPF- 1^{er} semestre 2010, BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

L'industrie de boisson et de fabrication de produits alimentaires est une des branches les plus dynamiques du secteur secondaire à Madagascar, cas typique des pays à faible revenu.

Au cours du premier semestre 2010, les résultats de l'enquête affichent un accroissement positif de l'unité de production par unité de coût des entreprises œuvrant dans cette branche, alors que la tendance contraire s'affichait entre 2008 et 2009. Ceci reflète un système de production optimum de ces entreprises dans la mesure où la baisse de la consommation intermédiaire a été plus accentuée que la baisse de la production. L'autre forte augmentation observée au cours du premier semestre 2010 est celle des entreprises spécialisées dans la Fabrication d'articles d'habillement avec un taux de croissance de 39,6% par rapport à l'année 2009.

Si l'ensemble du secteur a pu ajuster de manière optimum leur coût de production pour ce premier semestre, ledit secteur reste toutefois fragile au vu du niveau de production par unité de coût de certaines branches telles que la Fabrication de produits à base de tabac qui est une des branches pilier du secteur, la Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques, et la Fabrication d'articles en caoutchouc et matière plastique.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des coûts de production des entreprises du secteur secondaire :

Tableau 21. Structure des coûts de production des entreprises

Charges liées à la production	2007	2008	2009	1^{er} sem.2010
Intrants	73,0%	75,7%	69,4%	73,2%
Energie et Eau	4,7%	5,3%	7,7%	5,6%
Recherche et développement	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%
Achats de prestations de services industriels	3,3%	2,1%	5,6%	3,6%
Autres achats de services	19,0%	16,7%	17,2%	17,5%
Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF- 1^{er} semestre 2010 , BCM/INSTAT ((*) : Données provisoires)

Dans l'ensemble des charges, les intrants composent plus de 70% des coûts pour les entreprises malgaches. L'évolution de ce poste permettrait alors d'appréhender son importance dans la charge totale liée à la production des entreprises. Particulièrement pour le premier semestre 2010, les intrants constituent à hauteur de 73,2% la totalité des charges, une valeur approximativement identique à celle des années antérieures. D'ailleurs, la structure générale n'a guère connu de véritables changements, signe de l'adoption d'une même stratégie de production des entreprises malgaches malgré la baisse de la demande.

ANNEXES

Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- Définition de l'investissement direct avec l'étranger :

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- Définition de la relation d'investissement direct avec l'étranger :

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER (IDE)

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)⁶.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de :

- Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

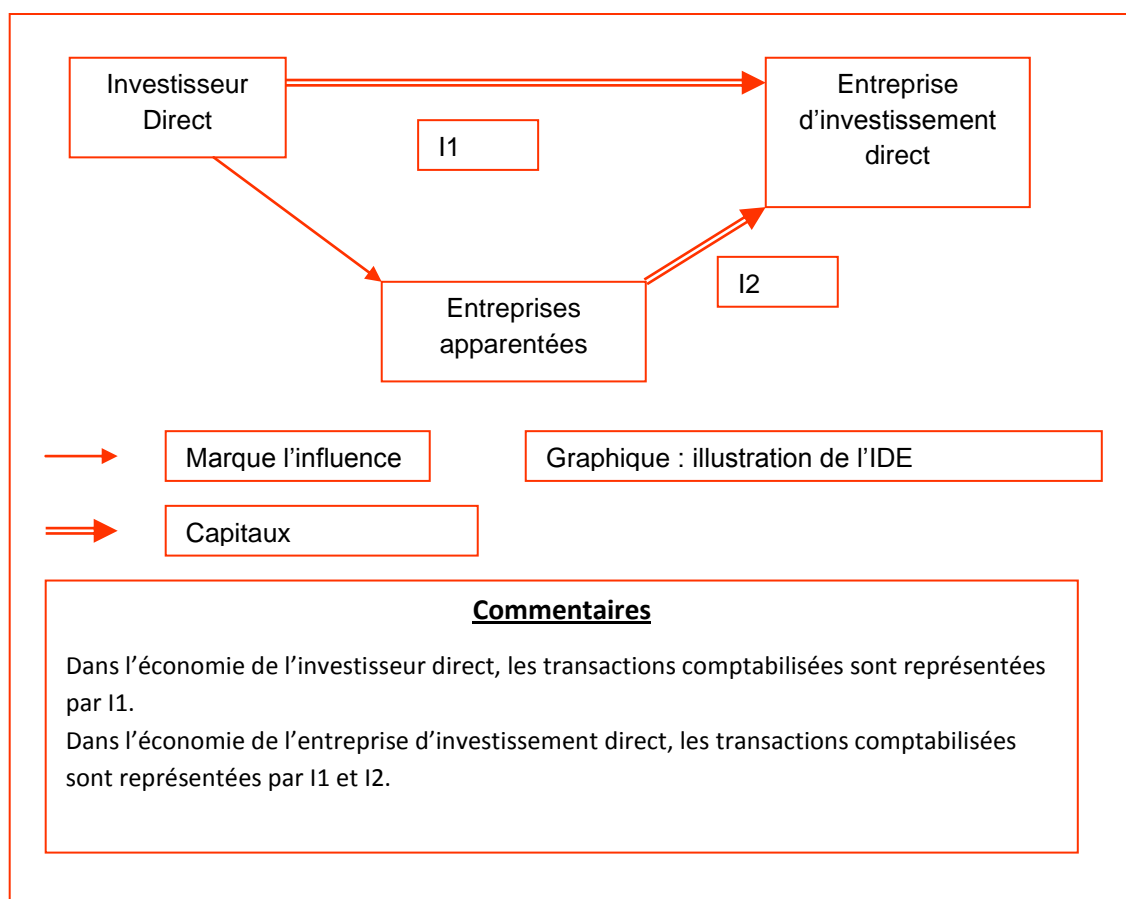
Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

⁶ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou Bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.



Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent en :

i) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

ii) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissement direct : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar **détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote** (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

i. Filiales : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;

ii. Entreprises affiliées : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;

iii. Succursales, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises

sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Entreprises apparentées

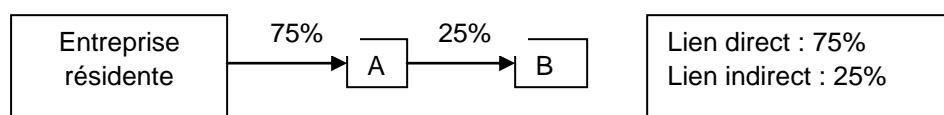
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même Société mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leurs porteurs des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement, ..., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : couverture des risques, placement ou commerce.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « Investissement directs » ni dans celle « Investissement de portefeuille ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement concerne les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

III. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « comportement » de l'entreprise d'investissement direct.

IV. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes

les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires et les institutions de micro-finance) portant sur le stock de capital social et les Bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Établissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

V. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

VI. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

Variables de calcul

- T : désigne la période courante de calcul de l'indice. $t = 0$ la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,
- E : désigne une entreprise,
- C : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)
- B : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
- a : désigne un article
- Q : désigne les quantités produites
- P : le prix unitaire
- $V=QP$: la valeur des quantités vendues
- Tx_e : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

Données initialement requises

- $P_{0,b,c,a,e}$: prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{0,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0
- $V_{0,b,c,a,e}$: valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0
- $Q_{t,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t
- $\omega_{0,b,c}$ = $V_{0,b,c} / \Sigma(V_{0b,,c})$ pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2
- $W_{0,b}$ = $VA_{0,b} / \Sigma(VA_{0,b})$ structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

Procédure de calcul

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4 .

$$V_{0,c,e} = \frac{1}{4} * \sum (V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} * P_{0,c,a,e}) \text{ des articles } a \text{ au niveau } c \text{ de CITI4 de l'entreprise } e \text{ à l'année de base } 0$$

$$V_{t,c,e} = \sum (Q_{t,c,a,e} * P_{0,c,a,e}) \text{ production en volume de l'entreprise } e \text{ pour } c \text{ à } t \text{ au prix de l'année de base } t$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$$V_{0,c} = \sum (V_{0,c,e} * tx_e) \text{ extrapolées des articles du niveau } c \text{ de CITI4 des entreprises } e \text{ à l'année de base } 0$$

$$V_{t,c} = \sum (V_{t,c,e} * tx_e) \text{ extrapolées des articles du niveau } c \text{ de CITI4 des entreprises } e \text{ à la période courante } t$$

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = (V_{t,c} / V_{0,c}) * 100$$

$$I_{t,br} = \sum (I_{t,c} * \omega_{0,c}) = \sum ((V_{t,c} / V_{0,c} * \omega_{0,c}) * 100)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$\boxed{IPI = \sum (I_{t,br} * W_{0,b})}$$

Annexe 3 : Méthode de calcul de l'indicateur de production par unité de coût

Variables de calcul

- t : désigne la période courante de calcul de l'indicateur.
 e : désigne une entreprise,
 b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)
 a : désigne un article
 Q : désigne les quantités produites
 P : le prix unitaire, sortie usine, hors taxe
 $V=QP$: la valeur des quantités vendues, sortie usine, hors taxe
 C : désigne le coût de production de la quantité Q produite
 I : Indicateur de production par unité de coût

Données initialement requises

- $P_{t,b,a,e}$: prix d'un article a du niveau b CITI2 pratiqué par l'entreprise e à l'année t
 $Q_{t,b,a,e}$: quantité d'un article a du niveau b CITI2 produite par l'entreprise e à l'année t
 $V_{t,b,a,e}$: valeur d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t
 $C_{t,b,a,e}$: coût d'un article a du niveau b CITI2 produite dans l'entreprise e à l'année t

Procédure de calcul de l'indicateur de Production par unité de coût

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b,e} = \sum (Q_{t,b,a,e} * P_{t,b,a,e})$$

$$C_{t,b,e} = \sum C_{t,b,a,e}$$

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI2

$$V_{t,b} = \sum V_{t,b,e}$$

$$C_{t,b} = \sum C_{t,b,e}$$

c)- Calcul de l'indicateur de production par unité de coût au niveau du poste de la nomenclature CITI2 et de l'indicateur moyen

$$I_{t,b} = V_{t,b} / C_{t,b}$$

$$I_t = \sum V_{t,b} / \sum C_{t,b}$$